

VERDICT STRATEGIQUE

Analyse decisionnelle et financiere



Reference : DJ-EXEMPLE-2026 **Client :** M. Patrick LEFEBVRE **Edite le :** 24/03/2026



FAVORABLE

Score indicatif genere par IA — ne constitue pas une prediction juridique

Bilan financier previsionnel

Gain espere

54969.64 EUR

Principal : 48000 EUR

Interets de retard : 2169.64 EUR

Art. 700 CPC (estimation) : 4800.00 EUR

Investissement requis

1900 EUR

Honoraires avocat (estimation) : 1500 EUR

Frais huissier : 250 EUR

Frais de greffe : 150 EUR

12-18 mois

Duree estimee de la procedure devant le Tribunal judiciaire.

Estimation indicative — les delais reels dependent de l'encombrement du tribunal et de la complexite du dossier.

Analyse contradictoire

Points forts de votre dossier

- Existence d'une expertise contradictoire détaillée et récente (novembre 2025) démontrant la non-conformité des travaux (isolation et pompe à chaleur) et la valeur réelle très inférieure à celle facturée.
- Preuves documentaires solides : contrats, devis, factures, rapport d'expertise, notification de rejet ANAH, photos des malfaçons et moisissures.
- Lien avéré entre les trois sociétés (même domiciliation, même conseiller juridique, liens capitalistiques) suggérant une organisation coordonnée et une possible escroquerie en bande organisée.

Points faibles / Risques identifiés

- Délai de rétractation non respecté par le demandeur, ce qui pourrait affaiblir la contestation du contrat initial.
- Absence de preuve directe de la falsification de la certification RGE, bien que la vérification ADEME soit négative.
- Complexité du dossier avec plusieurs parties impliquées, ce qui peut ralentir la procédure et rendre la preuve de la responsabilité individuelle plus difficile.

Ce que l'adversaire dira

Contre-arguments anticipés

1. Le problème ne vient pas de notre intervention, les travaux ont été réalisés selon les règles de l'art.
2. Le délai de prescription pour contester les travaux n'est pas encore expiré, mais le demandeur n'a pas respecté certaines formalités contractuelles.
3. Le demandeur n'a pas respecté ses obligations de paiement ou de coopération, ce qui a pu affecter la qualité finale des travaux.

Jurisprudences de reference

Reference	Date	Resume
13-11.706	2014-03-11	Ne constitue pas un procédé déloyal visant à tirer profit de la notoriété d'une société par un usage abusif de son nom, le fait, pour une association s'employant à recueillir les

Reference	Date	Resume
		doléances des consommateurs, d'optimiser son site en vue de faciliter l'accès des internautes aux informations, échanges
88-14.740	1990-02-07	Le ravalement de la façade d'une maison individuelle constitue une prestation de service au sens de l'article 1er de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972, dans sa rédaction originelle.
04-12.148	2005-09-27	Toute expression qui contient l'imputation d'un fait précis et déterminé, de nature à porter à l'honneur ou à la considération de la personne visée, constitue une diffamation, même si elle est présentée sous une forme déguisée ou dubitative ou par voie d'insinuation. Viole l'article 29 de la loi du

Recommandation prioritaire

Engager rapidement une procédure judiciaire en référé pour obtenir une expertise judiciaire complémentaire et préserver les preuves.

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.